Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 1, n° 2 | Septembre 2010

Paysage et développement durable

Le paysage politique pour territorialiser l'action publique et les projets de développement : le cas de l'éolien au Québec

The Political Dimension of Landscape as a Means to Territorialize Public Action and Development Projects: The Case of Wind Power in Quebec

Marie-José Fortin, Anne-Sophie Devanne et Sophie Le Floch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8540>

DOI : 10.4000/developpementdurable.8540

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Marie-José Fortin, Anne-Sophie Devanne et Sophie Le Floch, « Le paysage politique pour territorialiser l'action publique et les projets de développement : le cas de l'éolien au Québec », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 1, n° 2 | Septembre 2010, mis en ligne le 25 juillet 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8540> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.8540

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Le paysage politique pour territorialiser l'action publique et les projets de développement : le cas de l'éolien au Québec

The Political Dimension of Landscape as a Means to Territorialize Public Action and Development Projects: The Case of Wind Power in Quebec

Marie-José Fortin, Anne-Sophie Devanne et Sophie Le Floch

- 1 Les activités industrielles et les grandes infrastructures sont depuis longtemps considérées comme contribuant au développement des territoires. Or, ce postulat apparaît ébranlé, depuis une vingtaine d'années, par les contestations entourant l'implantation de tels projets. Le paysage se retrouve régulièrement au centre des débats. La récurrence des conflits oblige les décideurs à considérer cette question dans leurs conduites de gouvernance territoriale. Or, l'exercice n'est pas simple. En effet, la notion de paysage, telle que portée par nombre de groupes sociaux, est complexe. Ainsi, tout en dénonçant les changements matériels apportés au paysage comme une perte pour leur identité, les contestataires exigent d'être davantage impliqués dans la prise de décision, pour discuter des projets mais aussi des choix de développement qui y sont faits. Les demandes de paysage constituent donc une voie pour forcer la territorialisation des projets et des politiques publiques qui les sous-tendent.
- 2 Dans cette perspective, les contestations de projets forment un contexte propice pour repenser les méthodes et pratiques en paysage. Sur le plan théorique, le paysage apparaît comme un objet potentiel de médiation sociale entre les acteurs sociaux, les activités productives et le territoire (Fortin, 2007a). En ne se limitant pas au seul registre traditionnel de la visibilité et de l'esthétique des formes, mais en se fondant sur un triptyque liant matérialité, symbolique et pouvoir, le paysage offre un cadre conceptuel pertinent pour comprendre sur quelles bases se construisent et évoluent les rapports contemporains entre sociétés locales et activités productives (Fortin, 2008).

- 3 Sur le plan pratique, cette perspective du paysage est déjà promue dans de récentes politiques publiques, comme la Loi paysage en France (1993) et la Convention européenne du paysage (2000). De même, plusieurs démarches ont été proposées et expérimentées en ce sens, depuis quelques années déjà. Le paysage y est généralement vu comme un thème fédérateur pour amorcer une discussion publique et lancer une mobilisation collective et, parfois, comme un cadre de concertation et de négociation. En France, pensons aux démarches entreprises dans les parcs naturels régionaux, comme aux méthodes proposées par Michelin (1998), Lelli et Paradis (2005), ou encore aux travaux de Guisepelli (2005). Au Québec, le gouvernement avait été jusqu'ici plus timide sur le sujet. Des ministères ont institué des statuts de paysages, « humanisés » et « culturels », sans toutefois proposer de politique spécifique sur ce sujet. Notons néanmoins des animations autour de chartes de paysage et de tables de concertation, expérimentées dans diverses régions. De même, de nouvelles démarches de planification et d'aménagement du territoire proposées pour l'implantation de parcs éoliens (MAMR, 2007b) peuvent aussi être situées dans cette lignée de travaux.
- 4 Ces diverses démarches « participatives » semblent pouvoir apporter des contributions originales pour lier paysage et développement. Entre autres, elles ont en commun de miser sur une implication plus soutenue de groupes d'acteurs qui, jusque là, étaient peu présents dans les processus de gouvernance, comme des groupes affectés et des populations concernées par les initiatives de développement. En cela, elles répondent à une demande affirmée de groupes sociaux. En favorisant la participation d'un nombre élargi d'individus et de groupes sociaux, en visant à éclairer les dynamiques d'acteurs et à structurer les débats sociaux sur les projets de développement et d'aménagement et en misant ainsi sur les capacités et la mobilisation d'acteurs locaux, elles montrent aussi des liens avec certaines approches de développement (endogène, local, viable), comme celle de développement territorial durable proposée par Lafontaine, Boisjoly et *al.* (2007).
- 5 Mais, malgré leurs potentialités, ces propositions demeurent toujours pour ainsi dire au stade expérimental (Jones, 2007). On peut donc se demander pourquoi elles ne sont pas adoptées plus largement dans des pratiques soutenues et récurrentes. Les difficultés sont souvent considérées comme découlant de problèmes de méthodes, de faiblesses des processus et des institutions existants, d'un manque de temps ou d'expérience. À notre avis, cependant, les résistances face à de telles démarches participatives seraient davantage cognitives : leur adoption supposerait une série de changements profonds dans le domaine de l'action publique et qui correspondent à un paradigme du paysage jusqu'ici peu mis en œuvre dans l'exercice de la gouvernance, le paradigme dit politique¹. Or, selon nous, la reconnaissance des dimensions politiques du paysage est nécessaire pour faire en sorte que ces démarches participatives favorisent la territorialisation des grands projets d'aménagement et de développement et, partant, pour répondre au défi d'acceptabilité sociale.
- 6 Cette hypothèse est au cœur du présent article. Pour en discuter, nous nous appuyons sur les observations faites sur un dossier conflictuel au Québec, comme en France et dans plusieurs pays européens : l'implantation de la filière énergétique de l'éolien². Dans un premier point, nous décrirons comment se met en place cette filière au Québec, en quatre phases, et comment les dynamiques d'acteurs évoluent dans le temps. Nous essaierons ainsi de démontrer que c'est grâce au travail conflictuel de groupes locaux que des démarches nouvelles ont été proposées par divers acteurs publics pour tenter de dénouer les conflits et assurer l'« acceptabilité sociale » de ces projets énergétiques dans les

régions concernées. Nous y soulignerons les changements perceptibles par rapport aux pratiques plus classiques en paysage pour, ensuite, discuter de zones de questionnement qui persistent touchant le savoir des experts et les pratiques de gouvernance. Pour conclure, nous essaierons de souligner en quoi les travaux misant sur les dimensions politiques du paysage peuvent être croisés à ceux en développement régional et territorial pour, notamment, éclairer les relations entre les sociétés contemporaines et les activités productives.

1. L'implantation de la filière énergétique éolienne au Québec

- 7 Le Québec mise sur les énergies renouvelables depuis les années 1960. Après avoir nationalisé une partie du réseau privé de production d'hydroélectricité, le gouvernement québécois a construit de grands barrages et centrales sur des rivières du nord de la province. En 2006, presque 97 %³ de sa capacité de production énergétique provenait de l'hydroélectricité. Des investissements ont tout de même été consentis dans l'énergie éolienne, jugée « complémentaire » dans la stratégie énergétique provinciale (MRNF, 2006), et qui sont devenus plus importants à la fin des années 1990.
- 8 L'histoire étant toute récente et se déroulant toujours sous nos yeux, nous tentons tout de même une saisie des grands moments ayant marqué l'implantation de l'énergie éolienne au Québec⁴. De cette lecture diachronique, nous dégagons quatre grandes phases d'évolution de la situation autour de l'implantation de la filière éolienne au Québec qui sont décrites succinctement.

1.1. Phase 1 : Exploration technologique et expérimentation

- 9 En 1987, la mise en opération, par Hydro-Québec, d'une éolienne à axe vertical de 4 MW et haute de 96 mètres, dans la petite municipalité gaspésienne de Cap-Chat, constitue l'un des premiers pas significatifs dans la mise en place de la filière éolienne au Québec. Elle est suivie de la mise en service d'un premier grand parc d'éoliennes, *Le Nordais*, qui regroupe 76 turbines de 750 kW à Cap-Chat (1998) et 57 à Matane (1999). Entre temps, en 1995, de premiers inventaires cartographiques⁵ situent les « gisements de vent » et, ce faisant, les territoires offrant le plus de potentiel pour la production de ce type d'énergie. Cette première période d'une dizaine d'années constitue donc une phase d'expérimentation, amorcée par de grands acteurs publics.

1.2. Phase 2 : Des politiques publiques mariant énergie et développement économique régional

- 10 La deuxième phase est marquée, selon nous, par une volonté de croiser des objectifs nationaux de production d'énergie à d'autres de développement économique régional dans des politiques publiques. Concrètement, pour y arriver, une équation sophistiquée a été conçue dans le cadre d'un système d'appels d'offres lancé par Hydro-Québec. Rappelons-en les grandes lignes. En 2003, puis en 2005, les promoteurs ont été invités à soumettre des projets qui devaient répondre à une série de conditions dont : le prix de vente proposé, le respect des règles d'aménagement du territoire, un avis favorable des

élus locaux et régionaux et, surtout, la garantie de retombées économiques en Gaspésie et au Bas-Saint-Laurent⁶. Le système d'appel d'offres est fondé sur l'équation suivante : pour être plus concurrentiels, les promoteurs devraient idéalement miser sur de très grands parcs d'éoliennes afin de générer des économies d'échelles. La présence de plusieurs parcs dans un territoire délimité devrait, à son tour, créer une sorte de marché local qui inciterait de grands fabricants d'équipements éoliens étrangers à venir construire des usines dans la région concernée. De fait, les promoteurs de parcs éoliens doivent s'assurer qu'une part des retombées économiques associées à l'assemblage des éoliennes surviendra dans ce territoire. Une clause de « contenu régional » est ainsi liée au contrat de rachat d'énergie signé avec Hydro-Québec⁷. Ces usines constitueraient les bases d'un nouveau tissu industriel dans l'Est du Québec, contribuant ainsi à diversifier l'économie régionale et à développer une nouvelle expertise québécoise dans le domaine qui serait ancrée dans la région. Cette stratégie est appuyée par une autre politique publique québécoise, relevant du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDÉIE), l'entente *Accord* (Action concertée de coopération régionale et de développement). Celle-ci reconnaît le secteur de l'éolien comme un créneau d'excellence « émergent » pour la Gaspésie et elle prévoit une série de mesures pour appuyer des initiatives publiques et privées en ce sens.

- 11 La perspective retenue, croisant objectifs énergétiques et objectifs de développement économique régional, est généralement supportée par les groupes socioéconomiques concernés qui ont d'ailleurs signé, en 2002, l'entente *Accord* en ce sens. Soulignons en effet la situation difficile que traversent des localités des régions concernées depuis plusieurs années, et dont l'économie repose historiquement sur l'exploitation des ressources naturelles. Dans cette continuité historique, le vent constituerait une nouvelle ressource naturelle qui pourrait être exploitée pour diversifier, voire relancer l'économie régionale.
- 12 Le système d'appel d'offres, soutenu par la politique *Accord*, apparaît donc ambitieux en termes de développement économique régional. Dans la pratique cependant, il rencontre des critiques qui amorcent, selon notre lecture, une troisième phase de l'implantation de la filière éolienne au Québec.

1.3. Phase 3 : Des dynamiques sociales changeantes

- 13 Une première génération de parcs, implantés dans le cadre d'accords conclus de gré à gré entre des promoteurs et Hydro Québec, a été accueillie sans trop de critiques sévères, quoique soulevant aussi son lot de préoccupations (Lyrette et Trépanier, 2004). Mais, à partir de 2005, les projets ont commencé à soulever des réactions plus sévères et même des contestations dans certaines communautés d'accueil, visibles notamment dans des médias locaux et nationaux. Les audiences publiques tenues par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) constituent alors l'une des tribunes privilégiées par les groupes sociaux pour exprimer leurs préoccupations.
- 14 Tel que prévu par la Loi québécoise sur la qualité de l'environnement, les projets de parcs d'une capacité installée de plus de 9 MW sont soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (PÉEIE). Celle-ci comporte, s'il y a une demande à cet effet, un examen par une commission du BAPE. En conséquence, dans le territoire étudié de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent, neuf audiences publiques concernant 11 projets ont été tenues, de 1997 à 2008, certaines étant à peine espacées de

quelques mois. Ces audiences sont aussi un lieu pour prendre connaissance de divers aspects relatifs aux projets. Elles ont ainsi permis à divers groupes d'acteurs locaux et régionaux de prendre conscience du nombre de projets et de la taille des grands parcs.

- 15 Sous l'impulsion gouvernementale, l'implantation de la nouvelle filière éolienne se déroule à un rythme soutenu. Sur une période de 10 ans, si tous les 19 projets retenus par Hydro-Québec étaient réalisés, plus d'un millier d'éoliennes (soit 1266) pourraient être construites dans la région. Comparativement aux parcs construits en France, la taille des parcs construits ou proposés dans ce cas est plus imposante : ils regroupent de 30 à 100 éoliennes (voire 150 dans un cas récent), ce qui équivaut à des capacités de 42 à 150 MW de puissance installée (voire 300 MW). La majorité serait située sur les littoraux du fleuve Saint-Laurent et de la baie des Chaleurs, où vit une grande partie de la population (Cf. Figure 1). Dans cette perspective, l'effet de concentration recherché pour des objectifs de développement économique est devenu susceptible de créer d'autres impacts cumulatifs, eux jugés négatifs par certains groupes, notamment ceux sur le paysage.

Figure 1 : Carte de localisation des parcs éoliens construits ou projetés dans l'Est du Québec (2009)

Carte conçue et réalisée par Marie-Élaine Banville et Élise Convert

- 16 Les préoccupations et demandes exprimées concernant les impacts sur le paysage ne sont cependant pas homogènes. L'examen de 33 mémoires déposés lors d'une audience publique tenue par le BAPE (2005), relativement à deux projets localisés dans les municipalités de Baie-des-Sables et de l'Anse-à-Valleau, permet de mieux comprendre ce champ de préoccupations, considéré comme l'un des facteurs clés de l'acceptabilité sociale (Wolsink, 2000). De notre analyse, nous distinguons quatre groupes de demandes en ce sens, résumés dans l'encadré no 1. Sous le vaste thème du paysage, des acteurs revendiquent pour que de nouvelles considérations soient prises en compte dans la conception des projets de grands parcs éoliens et dans les processus de décision. Dans

l'ensemble, leurs revendications renvoient à quatre enjeux distincts mais complémentaires de développement, soit :

1. la distribution sociospatiale des retombées économiques découlant de l'exploitation de la ressource naturelle du vent ;
 2. la maîtrise des infrastructures associées à la filière industrielle pour favoriser l'appropriation de cette ressource « générique » du vent et en faire une ressource « spécifique » qui soit ancrée dans le territoire gaspésien et bas-laurentien ;
 3. la cohabitation entre deux industries et leurs ressources distinctes, soit celle de l'éolien et celle du tourisme et sa ressource « paysage » ; et, enfin,
 4. l'inscription des besoins et aspirations des populations locales et régionales dans les pratiques de gouvernance associées aux modes d'allocation et de gestion des ressources, afin qu'ils assurent l'habitabilité des territoires de vie.
- 17 Au fil des ans, certaines oppositions sont devenues particulièrement fortes, au point de remettre en question la faisabilité de projets. Pensons à trois projets qui ont défrayé régulièrement les manchettes des médias locaux et nationaux et, même qui ne verront pas le jour, soit ceux proposés par Skypower à Rivière-du-Loup, par Trans Canada Énergie dans le secteur de la ZEC du Bas-Saint-Laurent et, enfin, par la compagnie Kruger énergie inc. dans la localité de Sainte-Luce-sur-Mer. Les demandes et contestations sociales récurrentes face à des projets de grands parcs éoliens ne pouvaient donc être négligées de la part de décideurs publics, locaux et nationaux.
- Encadré n° 1
- 18 Un premier groupe est composé des mémoires qui ne font aucune mention à la question du paysage. Ce groupe réunit une grande proportion d'acteurs économiques (entreprises et institutions publiques à vocation économique) ou ayant des intérêts économiques (propriétaires terriens ayant des ententes pour redevances). L'économie domine leurs discours qui, eux, sont en général positifs par rapport aux projets soumis et à l'éolien en général. Les parcs éoliens sont perçus comme un maillon d'une stratégie de développement économique plus large visant à stimuler, voire à diversifier l'économie régionale.
- 19 Dans un second groupe de mémoires, provenant aussi principalement d'acteurs ayant des intérêts ou des visées économiques, les projets éoliens sont présentés comme des « opportunités de développement » (mémoire DM-22 : 2). Tout en reconnaissant qu'il y aura des impacts sur le paysage, mais ceux-ci sont abordés essentiellement sous l'angle de la visibilité des parcs et qui sont, somme toutes, jugés secondaires par rapport à d'autres positifs, soit ceux découlant des emplois et des redevances issus des parcs et des activités manufacturières.
- 20 Le troisième groupe de mémoires identifié provient de deux municipalités, de l'Association touristique régionale (ATR), regroupant les intervenants de ce secteur d'activité, ainsi que du Technocentre éolien, un organisme régional travaillant à la mise en valeur de la filière éolienne. Pour eux, l'expérience esthétique du paysage scénique est une ressource fondamentale pour, d'une part, l'activité touristique et, d'autre part, de petites collectivités rurales qui travaillent à maintenir ou à renouveler leur tissu social. Préoccupés par la perception du « nouveau » paysage que pourraient avoir les visiteurs et les résidents, actuels ou futurs, ils posent plus largement l'enjeu de l'attractivité des territoires accueillant des parcs éoliens.

- 21 Dans le quatrième groupe, nous incluons neuf mémoires qui renvoient essentiellement à la dimension politique du paysage et aux liens qui unissent ou divisent les sociétés. Soumis par des citoyens et quatre groupes actifs en environnement, les discours généralement critiques sont très révélateurs de ruptures ressenties entre les représentations actuelles du paysage et celles qui sont appréhendées pour le futur, modifiées par les projets éoliens⁸. Ces acteurs soulèvent l'enjeu de l'habitabilité des territoires et ils critiquent vivement la façon d'implanter la production éolienne, car jugée comme relevant d'un modèle de développement « économique » qui ne prend pas en compte d'autres dimensions valorisées du vécu des habitants.

1.4. Phase 4 : Réponses d'acteurs publics : la perspective du territoire

- 22 La quatrième phase de l'implantation de la filière énergétique éolienne au Québec est marquée par l'entrée en scène dans ce dossier de nouveaux acteurs qui touchent la planification et l'aménagement du territoire à diverses échelles d'action, du local au provincial. Afin de répondre aux critiques, ils ont amené diverses stratégies et mesures d'encadrement pour compléter les outils existants jugés insuffisants, comme les plans d'urbanisme, les schémas d'aménagement et l'évaluation environnementale. Ces stratégies concernant la question du paysage peuvent être regroupées dans quatre grandes approches, soit :
1. l'approche réglementaire, fondée sur le renforcement de mesures et outils existants, tels les plans locaux d'urbanisme et les schémas d'aménagement et de développement relevant des Municipalités régionales de comté (MRC) qui ne prévoyaient pas l'implantation de cet usage (ex : zonage, distance autorisée avec certains lieux désignés, exclusion de sites et périmètres) ;
 2. l'approche de négociation au cas par cas, où des représentants d'instances locales ou régionales en aménagement cherchent des compromis avec les promoteurs, par exemple pour déterminer à quel endroit localiser chacune des éoliennes du projet, que ce soit dans des cadres formels (Plan d'implantation et d'intégration architecturale) ou non ;
 3. l'approche de planification territoriale, visant à caractériser et à évaluer la qualité des paysages pour, ensuite, déterminer les territoires susceptibles (ou non) de recevoir des parcs éoliens, comme celle confiée à une entreprise d'économie sociale, Ruralys (2008), par la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent⁹.
 4. l'approche de planification territoriale participative, qui souscrit aux mêmes visées que les précédentes (évaluation et identification) mais en misant sur l'implication soutenue d'une diversité d'acteurs considérés comme possédant une connaissance spécifique et comme ayant un droit légitime à être partie prenante des décisions touchant l'avenir de leur territoire de vie.
- 23 Ce dernier type de réponses retient notre attention car, de notre point de vue, elles semblent porteuses d'innovation en matière de paysage. Un examen attentif de cinq documents permet de vérifier jusqu'à quel point il s'agit d'un renouvellement des pratiques.

2. Renouveau ou ajustement des pratiques en paysage ?

- 24 Face à l'importance des débats suscités par des projets de parcs éoliens, divers acteurs ont avancé des pistes opératoires pour répondre aux critiques et demandes, incluant celles sur le paysage¹⁰. Deux ministères se sont particulièrement investis sur cette question complexe, soit le ministère des Affaires municipales et des Régions¹¹ (MAMR) et le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), ainsi qu'un organisme de concertation du Bas-Saint-Laurent, le Conseil régional de l'environnement (CRE).
- 25 Leurs propositions visent à résoudre trois grands problèmes, relativement partagés dans les organisations (entrevues 2008, 2009). Il s'agit : 1) de démarches de planification du territoire qui sont jugées parfois mal adaptées au cadre d'implantation des parcs éoliens et qui obligent parfois des élus locaux à réagir rapidement sans avoir suffisamment d'outils pour le faire ; 2) des impacts positifs et négatifs causés par la présence des parcs qui seraient répartis inégalement entre les localités qui les accueillent et celles qui reçoivent les usines et, aussi, entre les régions qui produisent et celles qui consomment ; et, enfin, 3) de la remise en cause des pratiques de certains promoteurs qui interviendraient sur les territoires comme on fait de la « prospection minière » et sans suffisamment prendre en compte le cadre de vie des gens qui y habitent. Ces problèmes fondent l'enjeu central qui est décrit comme celui de l'« acceptabilité sociale » des parcs éoliens. Cette notion, quoique peu définie, est souvent ramenée à la dimension sociale ou humaine de la réflexion autour des projets énergétiques.
- 26 Dans six propositions examinées (MRNF, 2004, 2005 ; MAMR, 2007a, 2007b, 2007c ; CRE, 2007), nous observons un ajustement dans les pratiques habituelles en matière de paysage et ce, d'abord, en termes d'approche privilégiée. Ainsi, dans leurs définitions du paysage (explicites ou non), deux ministères adoptent des conceptions plus classiques du paysage, comme expérience visuelle et scénique et comme ressource, dans leurs deux documents où la question du paysage est secondaire (MAMR, 2007c ; MRNF, 2004). Ces mêmes ministères adoptent par ailleurs une conception différente du paysage dans d'autres documents où le paysage constitue un thème important, voire central (MAMR, 2007a, b ; MRNF, 2005). Tout comme dans celui du Conseil régional de l'environnement (CRE, 2007), on y retrouve alors des définitions très globales du paysage, qui renvoient à des dimensions matérielles mais surtout subjectives (relations de populations à leur milieu de vie, perceptions, significations). Une telle approche culturelle se situe en rupture par rapport à des positions plus traditionnelles. Cela est notamment le cas dans le document visant à accompagner les promoteurs et les analystes du ministère des Ressources naturelles et de la Faune lors des études d'impacts (MRNF, 2005), l'un des principaux outils d'encadrement utilisés pour les grands projets de parcs éoliens : à ce jour, celles-ci ont toujours été essentiellement fondées sur les impacts visuels du paysage. Notons aussi que la position du CRE ne s'inscrit pas dans une perspective d'écologie du paysage comme on aurait pu s'y attendre, mais davantage du côté des sciences sociales. Il semble donc que, dans ces organisations, des conceptions différentes du paysage co-existent et qui sont valorisées selon les contextes. Enfin, remarquons que les dimensions politiques du paysage sont peu présentes dans les définitions formelles et, ce, même dans les documents fondés sur cette perspective (MAMR 2007b, MRNF, 2004).

- 27 Des changements sont aussi perceptibles dans la façon de transposer ce positionnement conceptuel dans les méthodes et outils appliqués. Ainsi, un aspect à souligner est cette façon de présenter les différents documents comme des démarches, des « balises », des « guides », des boîtes à outils pour soutenir le travail de différents acteurs décisionnels, soit pour des instances municipales, soit pour les promoteurs, soit encore pour le personnel du MRNF en charge d'évaluer les projets éoliens. Les documents indiquent ainsi une volonté d'accompagner, sans imposer. Cette posture affichée n'empêche tout de même pas certains de suggérer aussi parfois, en complément, des propositions plus normatives, comme les « principes pour l'implantation de projets éoliens » du MAMR (2007b).
- 28 Une autre similitude entre les documents est cette idée que la qualité du paysage pourrait constituer un cadre de référence pour réguler l'implantation de projets de parcs éoliens dans un territoire donné, à travers les pratiques d'aménagement du territoire. Pour plusieurs, cette qualité est posée en terme de « compatibilité » d'un territoire donné avec un parc éolien proposé : quels paysages sont compatibles ou non ? À quelles conditions ? Par le biais d'un tel « zonage » du territoire, les propositions reconduisent une pratique courante en aménagement du territoire.
- 29 En revanche, des différences notables entre les documents sont davantage observées dans le processus privilégié pour définir de telles zones. Dans certains, la caractérisation et l'évaluation des paysages relèvent entièrement du spécialiste (CRE, 2007). Dans d'autres, elle relève à la fois d'une expertise traditionnelle, comme sur les phases de « détermination des unités de paysages [et de] simulations visuelles » (MAMR, 2007a, p. 13), et d'une implication de groupes d'acteurs concernés. Ces derniers seraient alors invités dans la démarche, notamment pour « valider » les analyses des spécialistes ou pour aider à déterminer les « valeurs attribuées par la population », considérée comme une forme de « participation » (MRNF, 2007b).
- 30 Les propositions de participation sont cependant à géométrie variable. D'une part, le choix du nombre et du type de personnes et de groupes à impliquer dans l'exercice est laissé à la discrétion des intervenants. Ainsi, dans la seule démarche de planification à avoir été appliquée au moment de notre recherche (2008), le Plan régional de développement du territoire public, « plusieurs partenaires » du ministère ont été impliqués dans un exercice de concertation, alors qu'une « cinquantaine d'organisations du milieu » ont été consultés par la suite (MRNF, 2004, p. 6). D'autre part, des formes différentes de participation sont proposées et qui sont destinées soit au grand public (assemblée) soit à des groupes restreints (comité, table, etc.). De l'information à la concertation, la consultation constitue la forme de participation la plus répandue dans les divers documents examinés. Seule la démarche du ministère responsable de l'aménagement du territoire, intitulée « vers de nouveaux paysages » (MAMR, 2007b), mise véritablement sur la participation d'un nombre élargi de groupes d'acteurs – autres que des experts – et ce à toutes les étapes du processus, en suggérant une panoplie de moyens (sondage, enquête, séances de travail). À cet égard, cette proposition est celle qui se situe le plus en rupture par rapport aux pratiques traditionnelles¹². Elle n'a cependant pas été encore appliquée. Et, comme les autres, elle comporte des zones de questionnement.

3. La participation pour favoriser l'acceptabilité sociale : des zones de questionnement

- 31 Les contestations sociales de parcs éoliens semblent favoriser un ajustement des pratiques de l'action publique en matière de paysage au Québec¹³. Du moins, elles ont obligé à accorder une attention plus importante à cette question du paysage dans des pratiques de planification sur ce dossier d'aménagement litigieux, considérés comme un enjeu incontournable de l'acceptabilité sociale des projets. C'est notamment ce qui ressort de six propositions examinées précédemment, provenant de deux ministères et d'un organisme régional en environnement. Plusieurs des définitions de paysage qui y sont adoptées s'inscrivent résolument dans une approche culturelle du paysage, en insistant sur les notions de relations, de perceptions, de significations et de valeurs accordées par des individus et des groupes sociaux. Le changement le plus notable est cependant cette affirmation, présente dans certaines démarches « participatives » (MAMR, 2007b ; MRNF, 2004), d'une place accrue et formelle de divers acteurs locaux dans l'exercice de planification et d'aménagement du territoire. Si une telle perspective « participative » est privilégiée depuis plusieurs décennies en urbanisme, tel n'est pas le cas sur les questions de paysage.
- 32 En ce sens, des avancées certaines sont proposées. Concrètement, plusieurs zones de questionnement persistent toutefois, et qui pourraient limiter la portée des propositions dans la conception des projets et leur capacité à s'intégrer aux territoires d'implantation. Soulignons-en trois touchant les experts et la gouvernance. D'abord, la place de l'expert et de ses expertises méritent selon nous d'être clarifiée. En effet, certaines propositions étudiées (CRE, 2007 ; MRNF, 2005) sont paradoxales : d'un côté, elles définissent le paysage comme un espace valorisé et porteur de significations pour les populations locales alors que, de l'autre côté, ce sont toujours les experts qui devraient faire leur propre évaluation des paysages pour ensuite les faire « valider » ou « tester » par des groupes locaux choisis. Selon nous, une telle stratégie méthodologique contredit le principe même de la démarche qui reconnaît aux acteurs locaux un savoir qui leur est propre. En ce sens, il importerait de revoir les méthodes et outils traditionnels qui valorisent surtout les savoirs experts. La démarche « vers de nouveaux paysages » (MAMR, 2007b) irait davantage dans ce sens, en suggérant notamment des outils possibles pour impliquer la population. Les objectifs ne sont cependant pas toujours explicites quant à l'usage des données ainsi recueillies. Selon nous, des enquêtes sociales rigoureuses et systémiques devraient être conduites 1) pour recueillir la diversité des perceptions et des significations attribuées à des paysages, 2) pour dégager des systèmes d'interprétation et de représentations sociales des territoires en montrant par quels groupes d'acteurs ils sont portés et sur quels fondements ils se structurent et, enfin, 3) pour comprendre les liens entre ces systèmes, les processus de gouvernance et les rapports de pouvoir.
- 33 À ce sujet, des aspects sont également préoccupants dans les démarches proposées. D'abord, sous l'intention de laisser le libre choix aux autorités publiques locales et régionales concernées, les démarches méthodologiques laissent de côté un enjeu important, à savoir qui a le droit de participer et, par extension, le pouvoir d'influencer la prise de décision concernant l'avenir de territoires habités. Sous l'épithète large de « population locale » est-il sous-entendu que tous les habitants partagent une même rationalité face aux paysages locaux ? Si non, quels acteurs de la société civile sont alors

véritablement invités à s'impliquer : les habitants, les citoyens, des groupes organisés ? Les groupes les plus affectés, notamment les résidents de proximité, ont-ils droit à une place plus importante dans le débat et la prise de décision ? Décider de « normes » concernant le paysage et l'aménagement des territoires renvoie ainsi à de complexes questions touchant entre autres l'éthique et la justice (Sgard, 2009).

- 34 Dans cette continuité, un troisième aspect préoccupant touche le lien entre les modes de participation et la prise de décision. Sachant qu'il existe une multitude de lieux de prise de décision autour des grands projets industriels qui ne sont pas toujours coordonnés (Fortin, 2009), une question est de savoir comment seront réinvestis les résultats issus des divers processus participatifs dans ces lieux ? Par exemple, que faire si un projet de parc éolien, ayant d'abord été retenu dans le cadre d'un des appels d'offres d'Hydro-Québec, se trouve dans une zone jugée incompatible suite à une démarche participative de planification du territoire qui aurait été réalisée ultérieurement ? Comment et par qui seront tranchés les droits et les intérêts des uns et des autres : local / national ; privé / public ? L'enjeu ici est de s'assurer que le paysage soit un critère intégré dans les décisions entourant la planification du territoire et la conception des projets, pour ainsi réconcilier aménagement et développement (Lacour et Delamarre, 2005). De façon sous-jacente, la question porte ici sur l'articulation des processus de gouvernance et sur la hiérarchisation des décisions. Le lien entre démarches participatives de planification et d'aménagement du territoire et processus décisionnels autour de projets de développement reste donc à être précisé.

Conclusion : la place du politique dans l'étude des dynamiques territoriales de développement

- 35 La rencontre entre les grands projets d'aménagement présentés au nom du développement et un territoire pose de grands défis. Les difficultés sont entre autres visibles dans la mise en place récente de la filière éolienne. Dans plusieurs pays industrialisés, les projets de parcs soulèvent des critiques sévères de la part de groupes locaux. Face à la multiplication des débats et aux conflits, l'accueil positif de la part des communautés, traduit en termes d'« acceptabilité sociale », est de plus en plus considéré comme une des « conditions » pour assurer la mise en place et la pérennité de la filière, autant de la part de décideurs privés et publics que de scientifiques (Gross, 2007 ; Devine-Wright, 2005 ; Wolsink, 2000). Notre étude sur un cas québécois participe aux efforts actuels pour comprendre de telles dynamiques sociales, en les situant dans une perspective de développement territorial durable.
- 36 Selon cette perspective, le paysage est envisagé comme un objet de médiation sociale qui teste le niveau de territorialisation d'un projet de parc éolien (ou de tout autre type de projet) et, aussi, des politiques publiques qui le sous-tendent (Fortin, 2007a, 2007b). Les discours sur le paysage permettent entre autres de saisir des préoccupations sociales bien actuelles. Mais, comme nous avons essayé de le montrer à partir du cas québécois étudié, les demandes sont variées et elles renvoient à des enjeux complexes de développement : distribution sociale et spatiale des impacts, appropriation d'une ressource « spécifique », cohabitation entre l'industrie éolienne et celle du tourisme et reconnaissance des besoins et aspirations des populations locales et régionales dans les pratiques d'allocation et de gestion des ressources. Ces enjeux, qui renvoient au défi d'insérer des projets au cœur de

dynamiques sociales et territoriales existantes, sont forcément porteurs de zones de tensions.

- 37 Du point de vue de nombreux décideurs, de telles zones de tension sont à éviter. Pourtant, elles pourraient être considérées comme des moments de négociation sociale qui peuvent permettre l'élaboration de nouvelles normes d'action. Comme le font remarquer Caron et Torre en s'appuyant sur Simmel : « le conflit ne constitue pas, en effet, la dernière étape de la dégradation d'une relation, c'est au contraire une modalité de coordination des acteurs parmi d'autres, une forme d'apprentissage du lien social, avec son histoire, ses développements, ses pics et ses moments d'apaisement » (2002, n.p.). Par le conflit, des acteurs tentent d'ouvrir un espace de réflexion et de discussion par rapport à un objet, ici un projet d'infrastructure industrielle. Dans cette suite, les conflits forment parfois un contexte propice pour stimuler l'innovation. C'est ce que nous avons tenté de souligner par une lecture de la courte histoire de l'implantation de la nouvelle filière de l'énergie éolienne au Québec. Des acteurs institutionnels se sont mobilisés pour tenter d'apporter des réponses aux critiques exprimées par des opposants, comme celles revendiquant une plus grande implication des populations locales dans les lieux de prise de décision entourant les parcs éoliens et une attention accrue aux changements apportés par ces projets sur les paysages locaux et régionaux.
- 38 Les six propositions étudiées montrent des évolutions certaines par rapport aux pratiques classiques en paysage. Mais, suite à leur examen détaillé, nous constatons que si des changements plus importants sont perceptibles au niveau des approches annoncées, cela est moins le cas dans leur transposition dans des méthodes appliquées. En effet, celles-ci tendent à reproduire des pratiques existantes qui valorisent toujours fortement le savoir de l'expert. En ce sens, nous observons des ajustements, des paradoxes et des zones de questionnement dans ces démarches dites « participatives ». Entre autres, jusqu'à quel point assument-elles les dimensions politiques dont elles se réclament ? Ces démarches visent-elles à canaliser les critiques, voire à les neutraliser ou, encore, à véritablement acquérir une nouvelle connaissance sur ces demandes sociales émergentes qui puissent permettre d'enrichir la conception de projets et les exercices de planification territoriale ?
- 39 La difficulté de répondre à ces questions pourraient expliquer en partie pourquoi ces nouvelles démarches proposées dans le cadre de l'implantation de la filière éolienne semblent difficiles à mettre en œuvre. À notre avis, ces démarches inscrivent la dimension politique du paysage, jusqu'ici peu considérée. Plus exactement, elles proposent un déplacement du cadre d'analyse par rapport aux études usuelles en paysage axées sur les dimensions matérielles et esthétiques. Ainsi, en plus de considérer les relations entre les groupes sociaux et les territoires – à travers l'observation des pratiques, des représentations, des interventions et modes d'occupation des territoires notamment – *les relations entre les groupes* sont au centre des questionnements. Ce faisant, de telles démarches reposent sur le postulat, explicite ou non, que le paysage est au cœur des rapports sociaux contemporains et qu'il est un enjeu de pouvoir (Fortin, 2007a ; Greider et Garkovich, 1994 ; Mitchell, 2003).
- 40 Enfin, ces démarches proposent un élargissement du cadre d'observation et d'analyse privilégié en développement régional. En effet, nombre de travaux sont centrés sur l'étude des relations développées entre différents acteurs productifs et sur leur capacité à travailler « dans une perspective de résolution d'un problème productif inédit » (Colletis et al., 1997, p. 128). Par la question du paysage, le problème est élargi sur ses marges, soit

dans l'étude des relations (conflituelles, de cohabitation, d'interdépendance) qui structurent la sphère productive et le territoire d'accueil. En ce sens, le territoire retient l'attention mais non plus seulement en tant qu'espace-support ou « ressource » pour une entreprise ou une industrie, mais aussi comme un milieu de vie pour des acteurs qui n'ont pas forcément de lien « productif » ou marchand avec le territoire qu'ils habitent. L'intérêt serait alors d'essayer de comprendre comment ces divers acteurs réussissent ou non à se coordonner et négocier pour se partager un même territoire.

- 41 Cet élargissement du cadre d'observation et d'analyse, sur les marges de la sphère productive, impliquerait entre autres d'observer le jeu entre deux grandes familles d'acteurs œuvrant autour des entreprises et qui portent leurs propres logiques et instruments pour développer les territoires. D'un côté, le milieu des affaires et des institutions officielles de « développement », travaillant à coup d'incitatifs fiscaux et financiers pour attirer des entreprises et stimuler l'activité économique dans le territoire, de l'autre, le monde de l'aménagement et des associations qui tente de réguler les impacts non souhaités de ces activités de production à l'aide de mesures d'encadrement, voire d'évitement ou de refus. Un premier travail à stimuler et localiser des projets, alors que le second œuvre à baliser et à réguler leurs activités et leurs impacts. Une question devient de savoir en quoi leurs actions respectives, touchant deux forces presque contradictoires face au territoire (attraction / répulsion), sont coordonnées.
- 42 Cette idée des rapports négociés entre des acteurs productifs et la société civile n'est certes pas nouvelle et intervient, notamment, dans les travaux en économie de proximité¹⁴. Mais, comme le soulignent Caron et Torre (2002), la question du conflit demeure somme toute périphérique dans cette littérature, tout comme les relations avec des acteurs « non-productifs ». Les analyses sur le paysage, comprenant ses dimensions matérielles autant que culturelles et politiques, pourraient enrichir cette compréhension des dynamiques territoriales de développement. Un tel croisement entre développement et paysage nous apparaît potentiellement fécond, mais ce chantier de connaissances reste à investir.

BIBLIOGRAPHIE

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), 2005, *Projets de parcs éoliens à Baie-des-Sables et à L'Anse-à-Valleau. Rapport d'enquête et d'audience publique n° 217*, Québec, Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, 164 p.

Caron, A. et A. Torre, 2002, « Vers une analyse des dimensions négatives de la proximité », *Développement Durable et Territoires*, Dossier 7 : Proximité et environnement, Mis en ligne le : 10 mai 2006, Disponible sur : <http://developpementdurable.revues.org/document2641.html>

Colletis, G., J.-P. Gilly, B. Pecqueur, J. Perrat et J.-B. Zimmerman, 1997, « Formes et territoires : entre nomadisme et ancrage », in *Espaces et sociétés*, Numéro Entreprise et territoire (sous la direction de G. Benko), n° 88-89, p. 115-137.

- Conseil de l'Europe, 2000, *Convention Européenne du Paysage*, Florence, 20 octobre 2000, (Accessible sur : <http://conventions.coe.int/treaty/fr/Treaties/Html/176.htm>, consulté le 18 mai 2010)
- Conseil régional de l'Environnement du Bas-Saint-Laurent, 2007, *La filière éolienne au Bas-Saint-Laurent : un outil d'aide à la prise de décision dans le contexte municipal*, Rimouski, Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent, 98 p. Accessible sur www.crebsl.com.
- Devine-Wright, P., 2005, « Local aspects of UK renewable energy development : Exploring public beliefs and policy implications », in *Local Environment*, vol. 10, n° 1, p. 57-69.
- Dufour, D. et É. Feurtey, 2008, « Historique du développement éolien au Québec », in É. Feurtey (coord.), *Énergie éolienne et acceptabilité sociale. Guide à l'intention des élus municipaux du Québec*, Cap-Saint-Ignace, CRÉ de la Chaudière-Appalaches, p. 4-6.
- Fortin, M.-J., 2007a, *Paysage industriel : lieu de médiation sociale et enjeu de développement durable et de justice environnementale. Les cas des complexes d'Alcan (Alma, Québec) et de Péchiney (Dunkerque, France)*, Doctorat, Géographie Humaine, Université de Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, Lille, Atelier National de Reproduction des Thèses, 491 p.
- FORTIN, Marie-José, 2007b, « Le paysage, cadre d'évaluation pour une société réflexive » dans *De la connaissance des paysages à l'action paysagère* (sous la direction de D. Terrasson, M. Berlan et Y. Luginbühl), Versailles, Éditions Quae, p. 223-231.
- FORTIN, Marie-José, 2008, « Paysage et développement : du territoire de production au territoire habité », in *Sciences du territoire* (sous la dir. de G. Massicotte), Québec, PUQ, p. 55-76.
- Fortin, M.-J., 2009, « L'évaluation environnementale de grands projets industriels : potentialités et limites pour la gouvernance territoriale », in *Vertigo-la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 9 numéro 1 [en ligne] URL : <http://vertigo.revues.org/index8505.html>. Consulté le 08 juin 2009.
- Gilly, J.-P. et I. Leroux, 1999, « Vers une approche institutionnaliste de la dynamique des territoires. Le cas de la reconversion du bassin de Lacq », in *Revue d'Économie Régionale et Urbaine* (RERU), n° 1, p. 93-114.
- Greider, T. et L. Garkovich, 1994, « Landscapes : The Social Construction of Nature and the Environment », in *Rural Sociology*, vol. 59, n° 1, p. 1-24.
- Gross, C., 2007, « Community perspectives of wind energy in Australia : The application of a justice and community fairness framework to increase social acceptance », in *Energy Policy*, vol. 35, n° 5, p. 2727-2736.
- Guisepelli, E., 2005, « Les représentations sociales du paysage comme outils de connaissance préalable à l'action. L'exemple des Alpes du nord », in *Cybergeographie*, article 309, 18 p. Accessible sur www.cybergeographie.presse.fr.
- Jones, M., 2007, « The European landscape convention and the question of public participation », in *Landscape Research*, vol. 32, n° 5, p. 613-633.
- Lacour, C. et A. Delamarre, 2005, *40 ans d'aménagement du territoire*, Paris, La Documentation française, 153 p.
- Lafontaine, D. et J. Boisjoly, avec la collaboration de B. Jean, R. Marceau, P. LeBlanc et al., 2007, *La mise en application et l'évaluation du dispositif du Pacte rural. Rapport de recherche 2*. Rimouski : CRDT-UQAR. 400 p. (disponible en ligne : www.crdt.qc.ca/).

Le Floch, S. et M.-J. Fortin, 2008, « "Paysage", "co-visibilité" et esthétique autour de l'implantation d'éoliennes », in *L'après développement durable. Espaces, Nature, Culture et Qualité*, A. Da Lage et al. (dir.), Paris, Ellipses, p. 223-231.

Lelli, L. et S. Paradis, 2005, « Analyse critique d'un dispositif méthodologique de diagnostic paysager : le cas du bassin versant du Cérou (Tarn, Midi-Pyrénées) », *Géocarrefour*, vol. 80, n° 2. Accessible sur <http://geocarrefour.revues.org/index1048.html>, consulté le 20 août 2008.

Lyrette, E. et M. Trépanier, 2004, « Les dynamiques sociales engendrées par l'implantation du parc éolien Le Nordais », in *Vertigo- la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 5, n° 1, 9 p. Accessible en ligne : <http://www.vertigo.uqam.ca>, consulté le 18 juillet 2008.

Michelin, Y., 1998, « Des appareils photo jetables au service d'un projet de développement : représentations paysagères et stratégies des acteurs locaux de la montagne thiernoise », in *Cybergeo*, article 65. Accessible sur <http://www.cybergeo.eu/index5351.html>.

Ministère des Affaires municipales et des régions (MAMR), 2007a, *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Pour un développement durable de l'énergie éolienne*, Québec, Gouvernement du Québec, 20 p.

Ministère des Affaires municipales et des régions (MAMR), 2007b, *Guide d'intégration des éoliennes au territoire, vers de nouveaux paysages*, Québec, Gouvernement du Québec, 38 p.

Ministère des Affaires municipales et des régions (MAMR), 2007c, *La participation des municipalités aux projets d'éoliennes. Principaux facteurs de réussite d'un projet et étapes de réalisation*, Québec, Gouvernement du Québec, 23 p.

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), 2004, *Plan régional de développement du territoire public- Volet éolien : Gaspésie et MRC de Matane*, Québec, MRNF, Direction générale de la gestion du territoire public du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 68 p.

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), 2005, *Guide pour la réalisation d'une étude d'intégration et d'harmonisation paysagères. Projet d'implantation de parc éolien sur le territoire public*, Québec, Gouvernement du Québec, 25 p.

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), 2006, *L'énergie pour construire le Québec de demain. La stratégie énergétique du Québec, 2006-2015*, Québec, gouvernement du Québec, 119 p.

Mitchell, D., 2003, « Dead Labor and the Political Economy of Landscape - California Living, California Dying », in K. Anderson, M. Domosh, S. Pile et N. Thrift (eds.) *Handbook of Cultural geography*, Londres, Sage, p. 233-248.

Ruralys, 2008, *Caractérisation et évaluation des paysages du Bas-Saint-Laurent : un outil de connaissances et de gestion du paysage*. Huit rapports : MRC Kamouraska, MRC Rivière-du-Loup, MRC Les Basques, MRC Rimouski-Neigette, MRC du Témiscouata, MRC de La Matapédia, MRC de La Mitis, MRC de Matane, présentés à la Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent, La Pocatière, Ruralys.

Saucier, C., G. Côté, et al., 2009, *Des installations éoliennes socialement acceptables : élaboration d'un modèle d'évaluation de projets dans une perspective de développement territorial durable*, Rapport de recherche, Rimouski, GRIDEQ / UQAR, 220 p.

Sgard, A., 2010, « Une "éthique du paysage" est-elle souhaitable ? », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 10 Numéro 1 | avril 2010, [En ligne], mis en ligne le 07 avril 2010. URL : <http://vertigo.revues.org/9472>. Consulté le 18 mai 2010.

Wolsink, M., 2000, « Wind power and the NIMBY-myth : Institutional capacity and the limited significance of public support », *Renewable Energy*, vol. 21, n° 1, p. 49-64.

NOTES

1. Dans un exercice précédent, nous avons distingué celui-ci des paradigmes territorial et culturel (Fortin, 2007a, chapitre deux, <http://dx.doi.org/doi:10.1522/24605668>).
2. Ce texte s'appuie sur des travaux réalisés dans le cadre d'une recherche franco-qubécoise subventionnée par le programme « paysage et développement durable » du MEEDDAT (alors le MEDAD) (France), sous la direction de S Le Floch, et qui ont été amorcés au Québec lors de la recherche post-doctorale de M-J Fortin (CRSH, 2006-2007), puis poursuivis dans les travaux de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial (CRSH 2007-2012). Nous remercions ces organismes pour leur support financier, ainsi que Danielle Lafontaine, Anne Sgard et les évaluateurs anonymes pour leurs commentaires avisés sur de premières versions de ce texte. Nous demeurons seules responsables du texte final.
3. Source : <http://www.hydroquebec.com/developpementdurable/approche/choix.html>, consulté 29 février 2008.
4. Pour ce faire, nous nous appuyons sur un examen sommaire de la presse écrite et de rapports du Bureau des audiences publiques en environnement (BAPE) ainsi que sur le site web d'Hydro-Québec (cf. citation précédente) et sur d'autres descriptions historiques (Dufour et Feurtey, 2008). Soulignons aussi le travail de dépouillement de ces sources fait par Mathias Lamérant, doctorant en Développement régional (UQAR), que nous remercions.
5. Ce travail est le fruit d'une collaboration entre le ministère des Ressources naturelles, l'UQAR et WECTEC (<http://www.hydroquebec.com/comprendre/eolienne/historique.html>, consulté le 29 février 2008).
6. Il s'agit en fait de la partie est de la région, soit la Municipalité régionale de comté (MRC) de Matane.
7. Selon les données d'un sondage réalisé en juin 2008 par le MRNF, plus de 847 emplois étaient liés aux activités des usines de fabrication (488) ou à celles touchant la construction et l'entretien des parcs (359) (<http://www.mrnfp.gouv.qc.ca/energie/eolien/eolien-retombees.jsp>, consultée le 4 avril 2009).
8. Par exemple, le littoral gaspésien, considéré comme « un immense parc vert (...) parmi les plus beaux sites naturels au monde », voire « une œuvre d'art », deviendrait « un parc de machines géantes », un littoral « [défiguré] par un chapelet d'éoliennes » et « marqué (...) des signes de la modernité "verte" ».
9. Cette ambitieuse étude a été réalisée en 12 mois. Elle a nécessité des ressources humaines et financières considérables. À notre connaissance, il s'agit du financement le plus important qui ait été consacré à ce type d'études au Québec à ce jour. Une telle mobilisation de ressources est d'autant plus significative qu'elle s'inscrit dans un contexte où la région est considérée comme économiquement fragile. Soulignons aussi que Fortin et Devanne ont été impliquées dans cette démarche afin, notamment, « d'accompagner l'équipe (...), en tentant notamment d'y intégrer des réflexions et des propositions nouvelles concernant le paysage, l'éolien et le développement territorial durable » (2008 : 2). C'est dans cette perspective qu'une démarche de planification et de suivi participatifs axée sur la notion de paysage a été proposée, puis diffusée dans un document destiné aux décideurs (<http://www.uqar.qc.ca/crdt/documents/UR-EEAS%20-%20brochure%20VF.pdf>).
10. Mentionnons qu'un chantier de recherche a été ouvert par des chercheurs de l'UQAR sur le thème de l'acceptabilité sociale (Saucier et al. 2009).
11. Devenu depuis le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).

12. Notons que les grandes orientations en aménagement du territoire (MAMR, 2007a) misent aussi sur la participation en continue des acteurs, mais que leur objet premier n'est pas posé dans des termes de « paysage » comme tel.

13. C'est aussi le cas en France, comme nous l'avons observé dans la recherche.

14. Elle est présente par exemple dans la notion de « dispositif régulateur territorial », telle que conçue par Gilly avec Leroux (1999) qui s'inspirent de l'approche institutionnaliste américaine (Commons, Hodgson) et des travaux des Lyonnais Kirat et Lung.

RÉSUMÉS

Les activités industrielles et les grandes infrastructures sont depuis longtemps considérées comme contribuant au développement des territoires. Or, ce postulat apparaît ébranlé par des conflits récurrents. Cet article s'intéresse à ceux observés au Québec (Canada), dans les régions de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent, autour de projets de parcs éoliens. D'abord, la mise en place de la filière énergétique est décrite en quatre phases. Nous essaierons ainsi de démontrer que c'est grâce au travail conflictuel de groupes locaux que des démarches nouvelles ont été proposées par divers acteurs publics. Nous y soulignerons les changements perceptibles par rapport aux pratiques plus classiques en paysage pour, ensuite, discuter de zones de questionnement qui persistent touchant le savoir des experts et les pratiques de gouvernance. Pour conclure, nous soulignons en quoi les travaux misant sur les dimensions politiques du paysage peuvent être croisés à ceux en développement régional et territorial pour, notamment, éclairer les relations entre les sociétés contemporaines et les activités productives.

Industries and large infrastructures have been seen as a source of development for decades. This idea is although put into test by opponents of such projects. This paper is looking at conflicts raising around wind farms' projects in eastern Canada. First, we will describe the settlement of this renewable energy in the province of Quebec, through four phases. By doing so, we try to demonstrate that the conflicts gave rise to new planning practices supported by public authorities. We shall underline changes noticeable in regard of more classic practices in landscape domain. We will then discuss the questions that still remain concerning experts knowledge and governance practices. To conclude, we will underline how research investing political dimensions of landscape combined to regional studies could offer an understanding of relationships between modern societies and productive activities.

INDEX

Mots-clés : paysage, conflit, acceptabilité sociale, participation, aménagement du territoire éolien

Keywords : landscape, conflict, social acceptability, participation, planning wind energy

AUTEURS

MARIE-JOSÉ FORTIN

Marie-José Fortin est professeure à l'UQAR et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial (www.uqar.ca/chaieres/drt). Par le biais du paysage, elle s'intéresse aux rapports que des sociétés locales construisent avec leurs territoires habités et, plus particulièrement, à la place qu'occupent les activités de production dans les perspectives contemporaines de développement. Coordonnées : marie-jose_fortin@uqar.ca

ANNE-SOPHIE DEVANNE

Anne-Sophie Devanne est chercheure post-doctorale à l'Université du Québec à Rimouski, au sein de la Chaire de recherche du Canada en Développement régional et territorial. Ses travaux portent sur les paysages, l'énergie éolienne et l'expérience touristique de la nature. Dernières publications : Devanne Anne-Sophie et Sophie Le Floch (2008) « L'expérience esthétique de l'environnement : une tension socio-politique entre l'ordinaire et l'extra-ordinaire ? » *Natures Sciences Sociétés*, vol. 16, n° 2, pp. 122-130. Devanne Anne-Sophie (2007) « Marcher dans les Pyrénées ou le plaisir de parcourir des espaces de faible densité ». In *Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité*, Barthe L., Cavaillé F., Eychenne C., Pilleboue J. (dir.), Clermont-Ferrand, Presses Universitaires de Clermont-Ferrand Blaise Pascal, pp. 551-565. Devanne Anne-Sophie (2004) « Le paysage dans l'expérience de l'espace. Une approche sensible des relations entre l'homme et son environnement. », *Bulletin de la Conférence Permanente de l'Aménagement et de l'Urbanisme*, vol. 40, pp. 92-98. Coordonnées ; Université du Québec à Rimouski, 300, Allée des Ursulines, Rimouski (Québec), G5L 3A1, 418.723.1986 p.1501, anne-sophie.devanne@uqar.ca

SOPHIE LE FLOCH

Sophie le floch est chargée de recherche au Cemagref de Bordeaux. Elle développe une approche géographique des paysages. Elle porte un intérêt particulier aux façons dont les individus vivent et façonnent au quotidien leur environnement, aux (re)négociations sociales portant simultanément sur les changements de l'environnement et sur les significations à attribuer à ces changements. Articles du même auteur : LE FLOCH S., 2008.- L'espace, une propriété des projets collectifs locaux : un exemple sur le plateau de Millevaches.- *Espaces et Sociétés*, 132-133, 1-2, p. 179-192. LE FLOCH S., DEVANNE A.S. et DEFFONTAINES J.P., 2005.- La fermeture du paysage : au-delà du phénomène, petite chronique d'une construction sociale.- *L'Espace Géographique*, 34, 1, p. 49-64. LE FLOCH S., 2002.- Les « ramiers » : un espace riverain inaccessible de la Garonne ?.- *Ethnologie Française*, XXXII, 4, p. 719-726. Coordonnées : Cemagref, 50 avenue de Verdun, 33612 Cestas CEDEX, France. sophie.le-floch@cemagref.fr.